

UN PROJET DE BUDGET POUR NOUS SERRER LA CEINTURE. TOUS ENSEMBLE PRÉPARONS LA RIPOSTE !

Lecornu veut économiser 54 milliards d'euros sur le prochain budget. Mais pas en puisant dans les bénéfices des entreprises, alors que la France est le deuxième pays du monde en dividendes versés aux actionnaires – 61 milliards d'euros ! Pas en supprimant l'infinité d'exonérations et subventions dont bénéficient les patrons : 211 milliards par an !

Guerre aux plus fragiles

Non, Lecornu va chercher ses milliards dans la poche des retraités en gelant les pensions et en les désindexant par rapport à l'inflation. Alors que les prix flambent ! L'indice des fonctionnaires serait gelé – pour la quatrième année consécutive. Pareil pour les aides au logement. Le gouvernement compte aussi faire la chasse aux arrêts maladie : ce n'est pas aux patrons – responsables de la dégradation des conditions de travail qui en est la cause – que Lecornu s'en prend, mais à leurs victimes ! Et, pour faire un clin d'œil à Marine Le Pen et sa préférence nationale, les travailleurs étrangers subiraient un délai de carence pour l'ouverture de droits, et cotiseraient donc un temps sans avoir droit aux indemnités correspondantes.

Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics, car leurs budgets seront revus à la baisse... Des exceptions ? Évidemment : le ministère des Armées, largement augmenté : sinon, comment pourrait-il arroser les Dassault et autres Thalès en leur achetant leurs engins de mort ? Bien entendu, ceux de l'Intérieur ou la Justice augmentent aussi pour pouvoir s'en prendre à ces pauvres qu'il veut ponctionner davantage et qui pourraient se révolter.

Nos armes : les grèves et les manifestations

Il paraît que Marine Le Pen n'est pas d'accord avec Lecornu. Aurait-elle découvert qu'on pouvait faire payer les patrons en augmentant les salaires ? Au contraire, elle propose de réduire leurs cotisations sociales et d'en redistribuer une toute petite partie sur le salaire net... Mais sa proposition revient à réduire ce

que payent les patrons à la Sécu – qui serait obligée de réduire ses prestations. Les solutions de Le Pen ne s'en prennent jamais au patronat : alors que les prix à la pompe atteignent des sommets, pas question pour elle de s'en prendre aux bénéfices historiques de Total, et elle ne propose que de réduire les taxes.

À gauche, les candidats à la gestion des institutions nous disent que tout ira mieux une fois que nous aurons « bien voté » en 2027. Dans huit mois ? En attendant, on fait comment ? Et quel changement pourrait-il y avoir dans huit mois si aucun ne propose de s'en prendre aux patrons et à leurs actionnaires qui ont le pouvoir de décider des prix et des salaires, quel que soit le gouvernement !

Toutes ces solutions sont bidons. Nous devons défendre nous-mêmes nos intérêts et imposer nos revendications. Le seul moyen, ce sera en bloquant l'économie, et donc les profits, en nous mettant en grève et en manifestant jusqu'à ce qu'ils cèdent. Nous n'avons pas de temps à perdre !

Tous et toutes ensemble contre le gouvernement et le patronat

Les pompiers se mobilisent du 26 au 29 septembre, avec occupation d'une place dans Paris, puis rejoignent la manifestation du 29 septembre, journée de grève de la fonction publique, déjà rejointe par d'autres professions, comme les cheminots. D'autres journées de mobilisation sont prévues dans différents secteurs. Le gouvernement peut aussi craindre le « retour des Gilets jaunes », avec les manifestations prévues samedi 17 octobre contre les prix des carburants.

Il faut des mobilisations qui convergent en une lutte de tous les travailleurs, vers une grève générale, pas des luttes émiettées. Mais ces premières échéances seront l'occasion de faire grandir le mouvement et préparer cette lutte d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires et pensions en prenant sur les profits des patrons.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 21 septembre 2026

LE 29 SEPTEMBRE C'EST LA GREVE

Les salariés de la CPAM n'ont jamais autant ressenti le manque chronique de revalorisation des salaires que depuis les augmentations des prix de ces derniers mois.

Les salaires sont tellement bas que nous faisons désormais partie des travailleurs pauvres du pays... quelle ironie pour celles et ceux qui travaillent pour la protection sociale!

On ne peut plus faire l'économie de la lutte et de la grève. Il faut faire cesser la machine.

Des appels à reproduire les Gilets jaunes refont surface pour le 17 octobre.

Le 29 septembre, un appel à la grève est lancé dans plusieurs secteurs sur la question des moyens et des salaires.

Cela doit être le début d'un mouvement commun, un Octobre Rouge !

« Permis de tuer » pour les milices du capital

« Nos vies méritent d'être vécues, pas abattues – Non au permis de tuer ! » : 20 000 personnes ont défilé le 20 septembre à Paris contre la loi votée à l'Assemblée affirmant une présomption de légitime défense pour les flics faisant usage de leur arme... À Marseille, Lyon, Toulouse, ce sont 50 000 personnes qui ont défilé contre cette loi qui blanchit par avance une police qui, comme l'ont montré des cas de plus en plus nombreux, a la gâchette facile : de 2005 à 2025, 162 décès sont survenus suite à un contrôle ou une tentative de contrôle de police.

Et si la police et la gendarmerie sont laissées à ce point en liberté, si chacun de leur crime est non seulement toléré mais même encouragé, c'est parce qu'en fin de compte le gouvernement et les bourgeois dont il défend les intérêts savent qu'ils ont besoin d'un bras armé pour maintenir leur ordre social, à la fois pour réprimer les classes populaires quand elles luttent mais aussi pour les maintenir en respect voire les terroriser dans leur vie de tous les jours. Il ne suffira donc pas, comme le réclament LFI et Mélenchon, de réformer la police en ressuscitant celle de proximité ou de la mettre sous le contrôle d'une instance « indépendante » qui risque d'être toujours gangrenée par la raison d'État. Il faut, au contraire, nous organiser nous-mêmes et nous préparer à nous affronter à ces forces de l'ordre capitaliste avec comme objectif de renverser leur société pourrie... et tous les miliciens qui la défendent.

Les sans-facs se battent pour leur inscription : non à la sélection ! Étudier est un droit, pas un privilège !

Depuis la rentrée, des collectifs de sans-facs, soutenus par les sections syndicales locales de l'Unef,

s'organisent sur les campus de Nanterre, Grenoble, Lille, Lyon et Metz pour obtenir des places à l'université. Ces jeunes refusés sur Parcoursup ou en master ont fait le choix de contester la sélection dont ils sont victimes et de se mobiliser pour contraindre les administrations à les inscrire. Cette sélection s'apparente à un véritable tri social et raciste, qui touche en premier lieu les enfants d'ouvriers issus des classes populaires et de l'immigration.

Les premiers rassemblements ont réuni 200 personnes à la fac de Nanterre, 150 à la fac de Grenoble, plusieurs dizaines à la fac de Lyon 2. Des rassemblements sont aussi en préparation à Lille et Metz.

Le 9 septembre dernier, le collectif des sans-facs de Nanterre a même été reçu par le ministère de l'Enseignement supérieur. Accompagné par des représentants de l'Unef, ils y ont porté leurs demandes d'inscription et dénoncé la généralisation de la sélection. Ils espèrent que cette entrevue contribuera à exercer une pression sur la présidence de la fac de Nanterre pour l'obliger à ouvrir des négociations et obtenir des inscriptions.

L'argent coule à flot pour l'armée et pour le patronat, quand l'État coupe les budgets pour tout ce qui est utile à la population. Le NPA Jeunes Révolutionnaires sera présent aux côtés des sans-facs et appelle à les soutenir.

SAMUSOCIAL DE PARIS : VICTOIRE DE LA GREVE ET DE L'OCCUPATION !

57 jours de grève, et au bout, une victoire pour les agents du Samusocial de Paris, qui ont obtenu un certain nombre de mesures améliorant leurs conditions de travail. Une grève qui aura également mis sur le devant de la scène la question de la solidarité de notre camp social, avec la nécessité de constituer une caisse de grève (40 000 euros au total), qui aura permis aux grévistes de tenir pendant l'été. Mais c'est aussi une victoire pour les familles hébergées par le 115. Après 36 jours d'occupation, elles ont obtenu leur mise à l'abri. Une occupation qui aura permis de mettre en lumière toute la responsabilité de la préfecture (et donc de l'État) et de la Ville sur la question de l'hébergement d'urgence.

Le maire Emmanuel Grégoire aura beau faire des discours sur l'hébergement des personnes, il n'empêche qu'il fait partie des premiers responsables de la situation. La réquisition d'une partie des 128 000 logements vacants à Paris permettrait largement de loger les plus de 3 850 personnes à la rue.

En attendant, les agents du Samusocial ne lâchent pas le combat. Ils appellent à rejoindre la grève du 29 septembre, à l'initiative de la fonction publique et des pompiers ; et à participer aux Rencontres nationales du travail social en lutte les 3 et 4 octobre, qui se dérouleront cette année en région parisienne.